

LE JOUR, 1951
24 Octobre 1951

POUR UNE MEDIATION

Les pays de la Ligue arabe qui le peuvent doivent prendre l'initiative d'une médiation dans le conflit en cours entre le Royaume-Uni et l'Egypte. Cela est de bon sens. Ce serait une erreur profonde de laisser le cas s'aggraver davantage. Il est déjà assez sérieux comme cela.

Il peut être difficile à la Jordanie et à l'Irak de s'avancer avant les autres. Leur situation est extrêmement délicate ; celle de la Jordanie surtout, qui ne vit que par les Anglais. Mais l'Arabie Séoudite, la Syrie et le Liban ont le devoir d'agir. Et si l'évolution des idées est telle en Egypte que c'est à la manifestation des passions qu'elle risque de conduire, il faut prendre les devants et qu'on ne fasse plus de politique qu'à la lumière de la géographie et de l'histoire.

L'offre occidentale à l'Egypte a le caractère d'une démarche internationale. Il faut s'en saisir pour la raison qu'entre la présence de l'Angleterre sur le canal et la défense collective en Méditerranée il faut choisir. Cela saute aux yeux depuis longtemps, et on ne nous reprochera pas de ne pas l'avoir écrit.

Nous avons souvent évoqué pour illustrer le cas du Canal de Suez, celui du Canal de Panama. La République du Panama est née d'une difficulté de cet ordre. Il fallait concilier une souveraineté nationale avec la nécessité. La République de Panama consentait à l'inévitable.

Pour l'Egypte, si les choses ne sont sans doute pas identiques, le problème est de même nature.

Il n'est que juste de rappeler que les avantages du Canal dès sa percée, impliquaient les inconvénients qui éclatent, aujourd'hui. Une voie universelle faite pour le service international, on ne pouvait espérer la voir demeurer sous la seule protection du pays relativement faible sur le territoire duquel elle se trouve. Si un seul pays prétendait devenir maître du canal aujourd'hui, ce serait la guerre sans retard.

Une malveillance, un acte de sabotage et le Canal est fermée ; ceci pour ne point envisager des violences plus grandes. Le Canal de Suez est d'une importance qu'on ne peut sous-estimer sans faire preuve d'ignorance. Il a enrichi l'Egypte, il l'a mise au premier rang des nations, il a multiplié ses chances sur le plan économique, intellectuel et social ; mais cela impliquait, dès l'origine, des servitudes. Une voie comme celle-là, on ne peut en conserver le contrôle apparent ou réel que si l'on est très faible ou très fort.

Mettons que l'Egypte se situe entre les deux. Elle fait valoir avec raison, sa dignité nationale. Mais elle reconnaît, sans hésiter, qu'elle n'a pas les moyens de défendre le canal dans la solitude. Alors, il faut trouver une issue sans attendre la catastrophe, et non point se buter à des considérations superficielles qui ne peuvent qu'offenser la raison.

L'Europe occidentale accepte partout la présence militaire américaine. Le Pacte de l'Atlantique a pour objet de faire coopérer les forces armées de douze et bientôt de quatorze pays sous un commandement unique. C'est de formules et de faits de ce genre qu'il faut s'inspirer pour Suez comme pour d'autres points stratégiques vitaux. Le but étant bien entendu d'organiser une défense collective efficace contre la guerre et contre la révolution.

Or, l'Egypte a reçu l'autre semaine la visite de quatre ambassadeurs qui ne lui ont pas parlé d'autre chose. Trop vite elle a répondu par une fin de non-recevoir. Et quand, avec une discrétion exemplaire, l'Italie a fait entendre qu'elle pouvait s'entremettre, la réponse a été encore négative, au moins provisoirement. Mais que ce soit l'Italie, que ce soient des pays de la Ligue arabe, ou quelque autre nation amie, ce qui s'impose à présent c'est la médiation ; c'est une intervention dévouée et quasi-fraternelle.

Un problème de cette importance, on n'en fait pas une énigme. Le jeu d'Œdipe et du Sphinx n'est pas de saison. Et plutôt au ciel que le sphinx de Guizeh ne fût pas muet ! Son conseil multimillénaire, eût été un conseil de largeur de vues et de sagesse.

Nous proposons que la médiation soit de nouveau envisagée ; et qu'on y mette ce qu'il faut de persévérance et d'affectueuse insistance pour la faire aboutir. C'est le moment, il nous semble, d'une conversation entre Riad, Damas et Beyrouth.